Nouvelles locales du mardi 20 mars 2012

@rib News, 20/03/2012SpÃ©ciale ConfÃ©rence de presse des porte-paroles des institutions gouvernementales- Le porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique, LÃ©onidas Hatungimana avec celui du Gouvernement Philippe Nzobonariba, assistÃ©s par porte-paroles des diffÃ©rents ministÃ¨res du Gouvernement ont conjointement animÃ© ce mardi Ã Bujumbura une confÃ©rence de presse et Ã la fois publique, afin de rÃ©pondre en direct aux diffÃ©rentes questions, dâ€™abord des journalistes et ensuite de la population. Toutes les radios publiques et privÃ©es se sont mises ensemble pour relayer cette confÃ©rence. Il sâ€™agit de Rtnb, Rpa, Isanganiro, Bonesha, Renaissance, Ccib, Rema, Umuco, Star, Maria, Nderagakura, Culture, Ivyizigiro, Ijwi Riremesha.
-. Les grandes lignes de cette confÃ©rence Ã©taient centrÃ©es sur les prix qui flambent du jour le jour. Les reprÃ©sentants de lâ€™OBR alors prÃ©sents ont rassurÃ© et font savoir quâ€™ils sont en train de chercher une solution. Lors de cette confÃ©ren dÃ©termination de mener des arrÃªts de travail annoncÃ© par des syndicats et mÃªme lâ€™esprit de faire des marches manifestations ont fait surface dans des interventions de auditeurs. - A la fin de cette confÃ©rence, on pouvait conclure que lâ€™objectif Ã©tait de parler uniquement et non de trouver des solution ou des rÃ©ponses claires sur des interrogations des journalistes et des citoyens qui pouvaient eux aussi appeler sur des numÃ©ros verts Ã leur disposition. Des rÃ©ponses peu convaincantes, de la propagande de la part du porte-parole du PrÃ©sident en la personne de LÃ©onidas Hatungimana Ã©taient dominantes, de mÃªme quâ€™un manque de prÃ©cision de la part des porte-paroles des ministÃ¨res. Ï Economie- Le porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique fait savoir que la montÃ©e des prix est dÃ» Ã la montÃ©e du prix du baril de pÃ©trole dans les pays producteurs. Selon lui, le problÃ¨me nâ€™est pas liÃ© Ã la TVA mais il est externe. Il appelle la populat Ã produire beaucoup pour pallier aux alÃ©as climatiques qui sont couvent Ã lâ€™origine des mauvaises rÃ©coltes. Il conseille aussi de ne pas dilapider les rÃ©coltes familiales et de se passer des fÃªtes inutiles et dâ€™Ã©viter les compÃ©titions dans les organisations des fÃªtes.- La loi sur lâ€™importation des vivres pourrait Ãªtre modifiÃ©e puisque câ€™est une loi qui nâ€™est p a dÃ©clarÃ© LÃ©onidas Hatungimana porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique, dans cette confÃ©rence de presse conjo avecÂ les autres porte-paroles des ministÃ¨res du Gouvernement burundais. - Selon le porte-parole du gouvernement, le projet de loi portant fixation des IPR pour les hauts dignitaires du pays est en cours de finalisation et il sera analysÃ© dans les prochains jours. Il a rappelÃ© que cette loi nâ€™a pas Ã©tÃ© votÃ©e puisquâ€™elle Ã©tait en contradiction avec une autre organique. Il prÃ©cise quâ€™il se remarque des contradictions au sein des textes de lois en vigueur au Burundi. Le gouvernement attend que le ministre de la Fonction publique lui transmette le rapport de la session de dÃ©cembre. Ï SÃ©curitÃ©- Lors de cette confÃ©rence qui a durÃ© plus de trois heures et relayÃ©e en direct par les mÃ©dias, des journaliste prÃ©sents se sont plaints du comportement de lâ€™ancien commandant du Groupement Mobile dâ€™Intervention Rapide, GM DÃ©sirÃ© Uwamahoro, qui a dÃ©robÃ© de leurs biens des passagers Ã©trangers en sÃ©jour au Burundi, il y a quelques jours. Selon un journaliste quiÂ a fait des enquÃªtes sur cette situation, au lieu que ce militaire, dâ€™ailleurs citÃ© dans des dossiers dâ€™assassinat, reÃ§oive des sanctions, il a Ã©tÃ© mutÃ© vers Cankuzo, mais nâ€™y a pas posÃ© son pied, avant dâ€™Ãªt documentation nationale, oÃ¹ il travaillerait actuellement. - Le porte-parole du prÃ©sident a fait savoir que ce qui se dit nâ€™est pas sans fondement mais nâ€™a pas revelÃ© oÃ¹ travaille cet homme de tous les dossiers, y compris des dossiers de sang, du nom de DÃ©sirÃ© Uwamahoro. Ï Justice- Lors de cette confÃ©rence de presse, les mÃ©dias ont montrÃ© aussi un malaise liÃ© la culture de lâ€™impunitÃ© initiÃ©e par le pouvoir en place au Burundi. Selon un journaliste qui a posÃ© la question, il a Ã©tÃ question de savoir comment et pourquoi des hommes de lâ€™Etat, des hauts gradÃ©s de lâ€™armÃ©e et de la police et des membres de la documentation, la police prÃ©sidentielle, sont citÃ©s Ã chaque fois dans des dossiers farouches dâ€™assassin mais ne sont jamais inquiÃ©tÃ©s. - A cette question, le porte-parole de la Cour suprÃªme, Elie Ntungwanayo, a soulignÃ© que ce ne sont pas des gens de lâ€™extÃ©rieur du corps de justice qui doivent lui imposer comment travailler et qui faut-il interroger ou mettre en prison. Si câ€™est comme Ã§a, souligne-t-il, la justice ne serait pas indÃ©pendante.- Le porte-parole du Parquet de Justice, Elie Ntungwanayo, a Ã©galement fait savoir que si certains hauts gradÃ©s des corps de sÃ©curitÃ© sont citÃ©s dans des dossiers et ne sont pas convoquÃ©s devant la barre comme les autres, câ€™est que le ministÃ¨re publique nâ pas trouvÃ© dâ€™Ã©lÃ©ments Ã leur charge, a dÃ©clarÃ© Elie Ntungwanayo, dans cette confÃ©rence des presse de ce mar BujumburaÏ Diplomatie- Au cours de cette confÃ©rence des porte-paroles des institutions burundaises ce mardi Ã Bujumbura, les journalistes ont voulu savoir la position du Gouvernement sur la rÃ©ouverture des procÃ¨s, comme lâ€™a demandÃ© lâ€™Union EuropÃ©enne, sur les massacres de Gatumba, lâ€™assassinat dâ€™Ernest Manirumva, ancien vice-pr lâ€™Olucome et le procÃ¨s dâ€™assassinat de deux coopÃ©rants europÃ©ens au Nord duÂ BurundiÂ Ã Kiremba, des dossie sont clÃ´turÃ©s, alors quâ€™il y a des gens citÃ©s qui ne sont pas inquiÃ©tÃ©s suite Ã leurs positions stratÃ©giques dans les institutions du pays.- Le porte-parole du Parquet de la RÃ©publique, en mÃªme temps secrÃ©taire de la Cour suprÃªme Elie Ntungwanayo a fait savoir que ce nâ€™est pas lâ€™Europe ou tout autre personne qui donne des injonctions Ã la justice burundaise, pour se pencher sur un dossier ou demander sa rÃ©ouverture. Si une partie est lÃ©sÃ©e, a-t-il dÃ©clarÃ©, elle doi interjeter lâ€™appel. Ainsi, il a dit non Ã la rÃ©ouverture de ces procÃ¨s, quâ€™il qualifie par ailleurs, clos.Ï Sport- Les journalis qui avaient suivi cette confÃ©rence de presse ont Ã©galement montrÃ© leurs inquiÃ©tudes quant aux secousses qui agitent le football burundais. Selon Mme BÃ©atrice Nibogora, le Burundi, malgrÃ© la dÃ©mission de son entraineur principal et de deux joueurs internationaux, se comporte bien.Â Elle a soulignÃ© que le Burundi avait bien prestÃ© lors du match aller avec le Zimbabwe, il y a quelques semaines. Elle a ajoutÃ© que les mÃªmes prestations sont attendues lors du match retour qui va se jouer au Zimbabwe dans deux mois et que les prÃ©paratifs sont dÃ©jÃ en cours.- Cependant, cette dame a confondu les prestations de lâ€™Ã©quipe nationale de football et celles de lâ€™Ã©quipe dâ€™AthlÃ©tico FC, qui jouait avec Vita Club de K semaine derniÃ¨re Ã Bujumbura. Dans ses arguments elle a fait savoir que le Burundi aÂ battu le Congo, voulant dire que le football burundais se comporte bien. Cependant, ceux qui sont impliquÃ©s dans ce secteur savent quâ€™AthlÃ©tico FC a battu Vita Club de 4 buts Ã Un, mais quâ€™il a Ã©tÃ© Ã©liminÃ©, car il avait encaissÃ© cinq buts Ã ZÃ©ro, lors du premier m Kinshasa. - Elle a oubliÃ©, en consÃ©quence que lâ€™AthlÃ©tico FC est diffÃ¨rent de lâ€™Equipe Nationale, Intamba mu Rug (Les Hirondelles), et que Vita Club du Congo Kinshasa nâ€™est pas lâ€™Ã©quipe nationale de Zimbabwe. Quelque chose qui

montre quâ€™il y a des porte-paroles qui ne maitrisent pas leurs secteurs, mais qui sont lÃ Ã cause de ce quâ€™ils sont et no ce en quoi ils sont capables ! Autres nouvellesÏ SÃ©curitÃ©- Un corps dâ€™une fillette de 10 ans a Ã©tÃ© retrouvÃ© au chef-lie la province de Ruyigi dans une petite forÃªt derriÃ¨re une structure de santÃ©. Le corps Ã©tait en dÃ©composition ce qui a fait que les autoritÃ©s sanitaires ont vite procÃ©dÃ© Ã la dÃ©sinfestation du lieu afin de lutter contre dâ€™Ã©ventuelles maladies. corps est le deuxiÃ¨me aprÃ¨s quâ€™ un autre ait Ã©tÃ© dÃ©couvert dans ce mÃªme lieu il y a un mois. [Rpa]Ï Justice- La dÃ© dans le dossier Hassan Ruvakuki et consorts affirme que la loi continue dâ€™Ãªtre violÃ©e par le Tribunal de grande instance de Cankuzo. En effet, les avocats de la dÃ©fense disent quâ€™ils nâ€™ont pas encore eu la copie du jugement rendu par cette instance, alors que les directeurs de prisons eux en disposent. Ils ne comprennent pas la finalitÃ© de cette attitude et ils affirment que le Tribunal de grande instance de Cankuzo est professionnellement et moralement incompÃ©tent dans lâ€™affaire Ruvakuki. [Rpa]